

Brochure n° 3126

Convention collective régionale
IDCC : 54. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(OETAM)
(Région parisienne)

AVENANT DU 25 SEPTEMBRE 2017
À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1850076M
IDCC : 54

Entre :

GIM,

D'une part, et

CFTC métallurgie Île-de-France ;

FO métallurgie région parisienne ;

SMIDEF ;

UPSM CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

il a été convenu d'apporter les modifications suivantes à la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne du 16 juillet 1954.

Article 1^{er}

Le préambule des dispositions générales est modifié comme suit :

Le deuxième tiret de l'alinéa 5 est remplacé par « à favoriser la formation professionnelle notamment par l'application de l'accord national du 13 novembre 2014 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie ».

Article 2

L'article 1^{er} (domaine d'application) des dispositions générales est modifié comme suit :

Au sixième alinéa, la référence à « R. 143-2 » est remplacée par « R. 3243-1 ».

Article 3

L'article 3 (droit syndical et liberté d'opinion) des dispositions générales est modifié comme suit :

Au deuxième alinéa, la référence à « L. 412-6 » est remplacée par « L. 2142-1 ».

Article 4

L'article 4 (autorisation d'absence) des dispositions générales est modifié comme suit :
Le troisième alinéa est supprimé.

Article 5

L'article 5 (panneaux d'affichage) des dispositions générales est abrogé.

Article 6

L'article 6 (commissions paritaires) des dispositions générales est modifié comme suit :
À la fin du premier alinéa il est ajouté : « Ce nombre ne pourra excéder 4 par organisation ».

Article 7

L'article 8 (préparation des élections) des dispositions générales est modifié comme suit :

- au premier alinéa, après « seront invitées », il est ajouté « par tout moyen » ;
- au premier alinéa, le terme « 1 mois » est remplacé par « au moins 2 mois » ;
- au deuxième alinéa, les termes « le mois qui précède » sont remplacés par « les 15 jours qui précèdent ».
- le troisième alinéa est réécrit comme suit :
« La date du premier tour de scrutin sera annoncée par avis affiché dans l'établissement. Le premier tour doit se tenir, au plus tard, le quatre-vingt-dixième jour suivant l'affichage. La liste des électeurs et des éligibles sera affichée à l'emplacement prévu au dernier paragraphe du présent article. » ;
- le cinquième alinéa est supprimé ;
- le sixième alinéa est supprimé.

Article 8

L'article 9 (bureau de vote) des dispositions générales est modifié comme suit :

- au premier alinéa, après le terme « plus jeune », il est inséré « en âge » ;
- au deuxième alinéa, le terme « de paye » est remplacé par « du personnel ».

Article 9

L'article 11 (comité d'entreprise) des dispositions générales est modifié comme suit :
Au deuxième alinéa, la référence à « L. 432-9 » est remplacée par « L. 2323-86 ».

Article 10

L'article 12 (embauchage) des dispositions générales est modifié comme suit :

- au deuxième alinéa, les termes « aux sections locales de l'Agence nationale pour l'emploi » sont remplacés par « à Pôle emploi » ;
- le cinquième alinéa est supprimé ;
- le sixième alinéa est supprimé.

Article 11

L'article 13 (taux garantis annuels et salaires minimaux hiérarchiques) des dispositions générales est réécrit comme suit :

« Les organisations liées par la présente convention collective se rencontreront avant la fin de chaque année pour engager la négociation sur les barèmes de taux garantis annuels et de salaires minimaux hiérarchiques de l'année suivante. »

Article 12

L'article 15 (congrés payés) des dispositions générales est modifié comme suit :

L'alinéa 4 est remplacé par « La date de période de prise des congés payés est portée par l'employeur à la connaissance des salariés au moins 2 mois avant l'ouverture de cette période ».

Article 13

L'article 16 (hygiène et sécurité) des dispositions générales est modifié comme suit :

Au dernier alinéa, les termes « Lorsque l'installation d'un local de restauration n'est pas rendue obligatoire par l'article R. 232-10 du code du travail » sont supprimés.

Article 14

L'article 4 (promotion) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au premier alinéa, les termes « l'article 26 de l'accord national du 12 juin 1987 sur les problèmes généraux de l'emploi » sont remplacés par « l'article 15-4 de l'accord national du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie ».

Article 15

L'article 6 (bulletin de paye) de l'avenant « Mensuels » est réécrit comme suit :

« À l'occasion de chaque paye sera remis un bulletin comportant de façon nette les mentions prescrites par le code du travail.

Devront également figurer le taux garanti annuel du niveau et de l'échelon de l'intéressé ainsi que la prime d'ancienneté conformément à l'article 15 de l'avenant "Mensuels". »

Article 16

L'article 9 (taux garantis annuels et salaires minimaux hiérarchiques) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au premier alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 » ;
- au premier alinéa, la référence à « 169 » est remplacée par « 151,66 » ;
- au titre A « Taux garantis annuels » :
 - au premier alinéa le membre de phrase : « et les salariés d'une aptitude physique réduite, prévues au présent article et à l'article 13 » est supprimé ;
 - au troisième alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 » ;
 - au troisième alinéa, la référence à « 169 » est remplacée par « 151,66 » ;
 - au huitième alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 ».
- au titre B – Salaires minimaux hiérarchiques, au deuxième alinéa, il est ajouté après « supplémentaires, » « ou les diminutions en cas d'activité partielle » ;
- le titre C « Abattement pour aptitude physique réduite » est supprimé.

Article 17

L'article 11 (paiement au mois) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au premier alinéa, la référence à « 169 » est remplacée par « 151,66 » ;
- au premier alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 » ;
- au second alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 ».

Article 18

L'article 13 (salariés âgés de moins de 18 ans) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au cinquième alinéa la phrase : « Cet abattement ne se cumule pas avec l'abattement prévu à l'article 9 » est supprimée.

Article 19

L'article 16 (majorations des heures supplémentaires) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au premier alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 ».

Article 20

L'article 19 (majoration d'incommodité pour le travail en équipes successives) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au premier alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 ».

Article 21

L'article 20 (pause payée) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au premier alinéa, la référence à « 39 » est remplacée par « 35 ».

Article 22

L'article 22 (égalité de rémunération entre les hommes et les femmes) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au premier alinéa, les termes « L. 140-2 et suivants et des articles R. 140-1 et suivants du code du travail » sont remplacés par « L. 3221-1 et suivants du code du travail et R. 3221-1 du code du travail ».

Article 23

L'article 23 (travail des femmes) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au cinquième alinéa du titre II – Conditions de travail particulières aux femmes enceintes, les termes « l'article L. 122-25-1 » sont remplacés par « les articles L. 1225-7 et suivants ».

Article 24

L'article 24 (congrés de maternité, d'adoption et congés pour soigner un enfant malade) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au cinquième alinéa, les termes « L. 122-26, 6^e alinéa » sont remplacés par « L. 1225-37 ».

Article 25

L'article 25 (congé parental d'éducation et aménagements d'horaires) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au premier alinéa, la référence à « L. 122-28-1 » est remplacée par « L. 1225-47 » ;
- à la fin de la phrase du premier alinéa le terme « mi-temps » est remplacé par « temps partiel » ;
- au troisième alinéa, les termes « des accords nationaux relatifs à la sécurité de l'emploi et aux problèmes généraux de l'emploi » sont remplacés par « de l'accord national du 26 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie ».

Article 26

L'article 27 (congrés payés) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au cinquième alinéa, les termes « par le chapitre III du titre II du livre II du code du travail » sont remplacés par « par le code du travail » ;
- au sixième alinéa :
 - la phrase « Les modalités de prise de ces jours feront l'objet d'une négociation dans le cadre de l'article 24 de l'accord national du 23 février 1982. » est supprimée ;
 - la référence à « L. 223-8 » est remplacée par « L. 3141-23 » ;

- le huitième alinéa est supprimé ;
- le neuvième alinéa est supprimé ;
- au dixième alinéa, la dernière phrase est remplacée par « Cette disposition s'applique aux périodes militaires de réserve opérationnelle obligatoires ».

Article 27

L'article 28 (congés exceptionnels pour événements de famille) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Le premier alinéa est remplacé par :

« Outre les congés exceptionnels pour événements de famille figurant aux articles L. 3142-1 et suivants du code du travail, les mensuels auront droit, sur justification, à un congé de :

- mariage du salarié : 1 semaine ;
- décès d'un grand-parent : 1 jour ;
- décès d'un petit-enfant : 1 jour. »

Article 28

L'article 29 (service national) de l'avenant « Mensuels » est remplacé par :

« Article 29

Réserve opérationnelle obligatoire

Pendant les périodes militaires de réserve opérationnelle obligatoires et non provoquées par l'intéressé, la rémunération sera due, déduction faite de la solde nette touchée qui devra être déclarée par l'intéressé. La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué dans l'entreprise pendant la période de réserve militaire. »

Article 29

L'article 31 (incidence de la maladie ou de l'accident sur le contrat de travail) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au deuxième alinéa :
 - la référence à « L. 122-32-1 » est remplacée par « L. 1226-7 » ;
 - la référence à « L. 122-32-6 » est remplacée par « L. 1226-14 » ;
 - Les termes « de L. 122-32-5 » sont remplacés par « des articles L. 1226-10 et suivants et R. 1226-9 ».
- au sixième alinéa, la référence à « L. 122-14 » est remplacée par « L. 1232-2 ».

Article 30

L'article 31 *bis* (garanties en fin de carrière pour les ouvriers) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au quatrième alinéa, les termes « l'accord national interprofessionnel du 9 juillet 1970 modifié » sont remplacés par « l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 » ;
- au huitième alinéa, les termes « l'accord national interprofessionnel du 9 juillet 1970 modifié » sont remplacés par « l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 » ;
- au neuvième alinéa, le membre de phrase « aux dispositions des articles 26 et 30 de l'accord national du 12 juillet 1987 sur les problèmes généraux de l'emploi, relatives aux priorités de reclassement ou de réembauchage » est remplacé par « aux dispositions de l'accord du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie ».

Article 31

L'article 32 (préavis) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

- au deuxième alinéa, la référence à « L. 323-7 » est remplacée par « L. 5213-9 » ;
- au cinquième alinéa, les termes « l'article 28 de l'accord national du 12 juin 1987 sur les problèmes généraux de l'emploi » sont remplacés par « l'article 16.3 de l'accord national du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie ».

Article 32

L'article 34 *bis* (mise à la retraite) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au titre III « Indemnité de mise à la retraite », le troisième alinéa est supprimé.

Article 33

L'article 36 (changement de résidence) de l'avenant « Mensuels » est modifié comme suit :

Au troisième alinéa après « son conjoint » est ajouté « (marié ou pacsé) ».

Article 34

L'article 38 (apprentissage) de l'avenant « Mensuel » est abrogé.

Article 35

L'annexe III « Salaires des apprentis » est abrogée.

Article 36

L'article 7 (mutation professionnelle) de l'avenant relatif à « certaines catégories de Mensuels » est modifié comme suit :

- les quatre premiers alinéas sont remplacés par : « En cas de modification du contrat de travail pour motif économique, les articles 15-1 ; 15.2 et 15.5 de l'accord national du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie sont applicables. » ;
- le cinquième alinéa est réécrit comme suit :

« Lorsque cette modification emporte une diminution de la rémunération du salarié, un complément temporaire, destiné à maintenir à l'intéressé sa rémunération antérieure, lui sera versé pendant une période de 6 mois à dater de l'entrée en vigueur de cette réduction. »

Article 37

L'article 10 (secret professionnel – clause de non-concurrence) de l'avenant relatif à « certaines catégories de mensuels » est modifié comme suit :

- au premier alinéa le terme « maison » est remplacé par « entreprise » ;
- au deuxième alinéa, après « ne puisse apporter à une » le terme « maison » est remplacé par « entreprise » ;
- à la fin du deuxième alinéa, le terme « maison » est remplacé par « entreprise » ;
- au quatrième alinéa la mention à « 5/10 » est remplacée par « 6/10 » ;
- le cinquième alinéa est supprimé.

Article 38

L'article 11 (indemnité minimale de licenciement) de l'avenant relatif à « certaines catégories de Mensuels » est abrogé.

Article 39

L'article 12 (reclassement) de l'avenant à relatif à « certaines catégories de mensuels » est abrogé.

Article 40

L'article 13 (durée du travail) de l'avenant relatif à « certaines catégories de mensuels » est abrogé.

Article 41

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Paris et de Nanterre dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 25 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)